

JAPON

Le ministre de l'Industrie japonais déplore une série d'incendies dans la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa

Le ministre de l'Industrie japonais a déploré hier le nombre d'incendies mineurs qui se sont déclenchés dans l'enceinte de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa (centre), arrêtée depuis juillet 2007 à la suite d'un séisme.

Alors que l'un des sept réacteurs arrêtés doit prochainement être remis en marche (à titre expérimental), le représentant du gouvernement a publiquement déploré une série inquiétante de départs de feu constatés sur ce site depuis mi-2007. Le dernier en date, qui s'est produit samedi der-

nier, a été jugé hier «très regrettable» par le ministre de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Toshihiko Nikai, d'autant que les experts des questions nucléaires placés sous sa tutelle ont récemment jugé les conditions de sécurité réunies pour un redémarrage partiel de la centrale.

Voyant dans les petits incendies des motifs d'inquiétude supplémentaires, les habitants, qui ont peur des accidents atomiques, se montrent sceptiques quant à la vigilance de la compagnie exploitante, Tokyo Electric Power (Tepco).

Selon les formulations japonaises utilisées dans ce type de circonstances, un des directeurs-adjoints de Tepco, Ichiro Takekuro, a imploré hier le pardon des résidents, regrettant «de leur

avoir causé du souci». «Nous allons tout entreprendre pour éviter de nouveaux incidents et pour gagner la confiance de la population alentour», a indiqué un porte-parole de Tepco.

Le 16 juillet 2007, la centrale de Kashiwazaki-Kariwa avait été ébranlée par un tremblement de terre de magnitude 6,8 sur l'échelle ouverte de Richter.

Tepco a néanmoins pris des mesures nouvelles pour améliorer les dispositifs parasismiques.

THAÏLANDE

Troubles à Bangkok : trois leaders des manifestations antigouvernementales inculpés

Trois leaders des manifestants antigouvernementaux surnommés les «Chemises rouges» ont été inculpés hier pour leur implication dans les troubles survenus ces deux derniers jours dans la capitale Bangkok, en dépit d'un état d'urgence, a annoncé un de ces mis en cause.

Ces trois dirigeants ont été inculpés par la police pour «entrave à la circulation, incitation à la désobéissance et rassemblement illégal

de plus de dix personnes», a précisé ce leader, Nattawut Saikur. «On nous a notifié les charges qui pèsent contre nous et nous les avons réfutées. Nous avons demandé notre maintien en liberté sous caution», a expliqué M. Nattawut qui a ajouté que les avocats des protestataires tentaient de s'opposer à la remise de leurs clients à l'armée et à obtenir que ce soit la police qui soit chargée de l'enquête.

Hier, les protestataires, qui réclamaient la démission du Premier ministre Abhisit

Vejjajiva, ont mis fin à leur campement établi depuis le 26 mars près du siège du gouvernement dans la capitale Bangkok. Ainsi, l'armée thaïlandaise a repris le contrôle de Bangkok, après deux jours de violences qui ont fait deux morts et 123 blessés, selon le dernier bilan des services de secours.

Les «Chemises rouges», surnom des manifestants fidèles à l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, accusent M. Abhisit Vejajiva d'être «une marionnette» de l'armée et de certains conseillers du roi.

NUCLÉAIRE
NORD-CORÉEN
Washington appelle Pyongyang à reprendre les pourparlers à six

Les Etats-Unis ont appelé hier la Corée du Nord à reprendre les pourparlers à Six sur son nucléaire afin de ne pas «s'isoler davantage» de la communauté internationale.

La Corée du Nord «doit revenir au cadre des négociations à Six, auxquelles elle s'est engagée, et ne pas prendre des mesures qui l'isoleraient davantage de la communauté internationale», a déclaré à la presse un haut responsable américain.

La Corée du Nord a annoncé hier qu'elle quittera les négociations à Six sur sa dénucléarisation, en réaction à la condamnation par le Conseil de sécurité de l'ONU du lancement récent de sa fusée.

Le Conseil de sécurité a, en outre, renforcé le régime de sanctions mis en place à son encontre en 2006, dans une déclaration toutefois non contraignante.